



**Le Syndicat.  
Die Gewerkschaft.  
Il Sindacato.**

**Nous sommes l'industrie!**

## **Manifeste pour une Suisse industrielle**

**Notre patience est à bout. Nous, les travailleurs/euses de nombreuses entreprises industrielles, réunis le 17 juin 2016 à Berne, demandons avec colère et fermeté au Conseil fédéral et au Parlement de faire cesser le massacre dans l'industrie suisse.**

**Ce n'est pas un simple appel au monde politique (et au patronat). Nous, qui créons de la valeur ajoutée par notre travail, lançons un sérieux avertissement à toute la société. La quatrième révolution industrielle bouleversera nos habitudes de travail et notre mode de vie. Nous n'aurons toutefois notre mot à dire que si le Conseil fédéral et le Parlement mettent en place une politique industrielle forte.**

La Suisse est une nation industrielle. La production dans l'industrie contribue 2,5x plus à notre bien-être que toute la place bancaire. Des pans entiers du secteur des services dépendent de la production industrielle. Quiconque s'en prend à l'industrie est le fossoyeur de la Suisse. Si cette politique de démontage continue, de graves conflits sociaux menacent la Suisse.

Ce n'est pourtant que la moitié du problème. Nous, qui travaillons dans la recherche et le développement ainsi que dans la production, lançons un avertissement clair: alors que se posent les défis de la 4<sup>e</sup> révolution industrielle, le discours néolibéral et la quête de profit à court terme des banques et des actionnaires seraient fatals – et menacent la prospérité helvétique. Nos emplois et notre existence matérielle sont en jeu. Ce n'est pas tout: les décisions de politique économique et industrielle à prendre au cours des prochains mois détermineront si la Suisse reste une économie riche et productive, ou si avec la monoculture des services le capitalisme de casino s'impose.

**Quatre décisions fatales.** La destruction en cours de l'industrie n'est pas due à un «changement structurel» ou à des ruptures technologiques. C'est le résultat de décisions stratégiques, adoptées contre la production et les travailleurs/euses:

1. La Banque nationale suisse (BNS) a décidé de mener une politique du franc fort. Elle néglige tant les besoins monétaires que l'objectif de stabilité des prix. Avec le franc fort, elle vise à intégrer «encore mieux la Suisse aux chaînes de valeur internationales». Thomas Jordan, président de la BNS, précipite donc la désindustrialisation de la Suisse. Par idéologie. Il mène une politique structurelle. Ce faisant, il outrepassa ses compétences et viole la Constitution: son art. 99 prévoit que la BNS doit servir les «intérêts généraux du pays». Or la BNS ne sert que la place financière. Le fossoyeur d'emplois Jordan agit dans l'illégalité. **Nous demandons au Conseil fédéral et au Parlement de stopper immédiatement la politique du franc fort et d'empêcher Jordan de bafouer plus longtemps la Constitution.**

2. Les banques, les fonds spéculatifs, les fonds d'investissement ou de pensions auxquels appartiennent la plupart des grandes entreprises industrielles suisses optent régulièrement pour des profits (boursiers) plus élevés et contre la production, contre les travailleurs/euses et les PME sous-traitantes. Tel est le capitalisme financier. La politique ne peut invoquer aucune excuse («nous n'empiétons pas dans l'économie»): c'est elle en réalité qui a permis les agissements des actionnaires, par quantités de dérèglementations, de lois fiscales, de réformes du droit de la société anonyme, et par la loi suisse sur le travail trop laxiste. Nous n'accepterons plus aucun licenciement, si une entreprise réalise des bénéfices. Nous exigeons qu'en Suisse, la protection des travailleurs/euses passe avant la protection des actionnaires. **D'où la nécessité, dans l'optique notam-**

**ment de la 4<sup>e</sup> révolution industrielle, d'une protection efficace contre le licenciement, et de règles sévères en cas de licenciement collectif. Nous exigeons encore que la Constitution accorde au travail un statut privilégié qui soit inviolable (pour le travail salarié comme pour le travail socialement nécessaire).**

Ce statut précisera le rôle du travail (primauté sur le capital, forme de participation à la société) et consacrera le principe du droit au travail. En outre, il s'agit de définir des normes applicables – durée maximale du travail, disponibilité restreinte des travailleurs/euses (autonomie dans l'organisation du temps), interdiction de l'indépendance fictive, droits automatiques à la formation et au perfectionnement, normes de rémunération et couverture sociale, droit au partage du travail, modèle de reconnaissance du travail non rémunéré, ou encore participation à l'introduction des nouveautés techniques.

3. Le Conseil fédéral et le Parlement ont décidé de repousser toute politique industrielle. La politique laisse ainsi l'avenir économique de la Suisse aux seuls employeurs, soit aux actionnaires. C'est de la politique néolibérale d'avant-hier. Car selon une règle de base, les actionnaires se contentent toujours plus d'investir là où des rendements élevés sont attendus dans un horizon d'un à trois ans. Le taux d'investissement a ainsi chuté au fil des ans. Faute d'admettre cette réalité, la Suisse crée nettement moins d'emplois dans les industries innovantes que toutes les autres nations industrialisées menant une politique industrielle. De même, alors qu'elle fait partie du peloton de tête dans les activités de recherche, la Suisse se situe souvent dans la deuxième moitié du classement au niveau des applications industrielles. Nous les chercheurs/euses, les développeurs/euses et les producteurs/trices de l'industrie, ne voulons pas que des fonds ainsi que les actionnaires décident seuls de notre avenir professionnel. Nous refusons qu'on fasse une croix sur nos connaissances et notre savoir-faire. Nous ne voulons pas vivre et travailler dans une place financière pratiquant la monoculture des services (Singapour des Alpes). **Nous appelons aujourd'hui à déployer une véritable politique industrielle. Pour commencer, le Conseil fédéral doit rapidement convoquer une vaste conférence publique tripartite sur la Suisse industrielle et l'industrie 4.0.**

4. La décision de février 2014 d'inscrire dans la Constitution un article isolationniste est une lourde hypothèque pour les travailleurs/euses de ce pays et pour le développement industriel. Cet article crée des discriminations parmi la main-d'œuvre, conduit au dumping salarial et social et menace nos relations avec l'UE. Nous doutons que le Souverain ait voulu mettre fin aux relations bilatérales avec nos voisins européens et à la libre circulation des personnes. **Nous, les syndicalistes, voulons une Europe des travailleurs/euses. Nous ne nous laisserons pas dresser les un-e-s contre les autres. Nous tenons par conséquent à ce que dans un avenir proche, un nouveau scrutin porte sur nos relations avec l'UE et sur la libre-circulation des personnes.**

**Quatrième révolution industrielle.** Outre la désindustrialisation rampante, un autre défi nous attend. Les révolutions industrielles ne font pas qu'introduire de nouvelles techniques dans l'économie, elles transforment aussi la société. La production est affectée comme la consommation, les transports, les formes de travail, les loisirs, la vie politique, le droit, la culture et jusqu'aux relations humaines. C'est frappant avec la combinaison entre les techniques numériques et les réseaux d'information. Cette approche met à l'épreuve notre vision de l'être humain, à l'interface fluctuante homme-machine (auto-optimisation, auto-configuration).

Concrètement, ce sont provisoirement les anciens pays industrialisés qui se réindustrialisent. La répartition internationale du travail (où l'Asie est la «fabrique du monde») évolue, une partie de la nouvelle production et des activités de conception s'effectuant localement (FabLabs, etc.). Les bouleversements de la production industrielle détruisent énormément d'emplois dans le secteur des services, au fur et à mesure qu'il s'industrialise. De même l'industrie évolue, avec la production de micro-séries conçues en fonction des besoins des clients. Le développement et la production sont

toujours plus étroitement liés: la production industrielle intègre désormais des questions de services et entretient des relations directes avec la clientèle. Les frontières entre les secteurs vont s'estomper, et la part au PIB de l'industrie avec le tertiaire industrialisé croîtra très vite. Enfin, après avoir surtout touché le personnel de production, les restructurations industrielles n'épargnent plus les « cols blancs ».

Deux choses toutefois restent inchangées. D'abord, notre savoir-faire, nos connaissances et notre expérience comptent plus que jamais à l'ère de la protection numérique, où l'accent est mis sur la flexibilité.

Ensuite, nous travaillons dans un système capitaliste. La 4<sup>e</sup> révolution industrielle s'effectue sous le contrôle de quelques multinationales. Elles exercent d'énormes pressions sur les formes de travail, la sécurité de l'emploi, la durée du travail, la protection du travail, les salaires et la sécurité sociale. Les principaux défis à régler incluent l'**extension de la durée du travail** par les entreprises, et la **disponibilité exigée** au-delà des horaires officiels. On assiste ici à une rupture avec la tendance historique à la réduction du temps de travail. Aujourd'hui déjà, sa durée réelle est nettement supérieure à 41 heures, dans tous les secteurs d'activité. Les associations économiques et les partis bourgeois cherchent à l'étendre encore, ainsi qu'à supprimer tout garde-fou en la matière. Il s'agit à leurs yeux de déréglementer le travail du soir, de nuit, en équipes, le samedi et le dimanche.

Ce n'est pas tout: par souci de rentabiliser au maximum les nouvelles possibilités techniques, le patronat relativise la **limite entre le travail rémunéré et les loisirs**. Nous devrions être disponibles pour notre employeur 24h/24. Il incombe notamment au syndicat d'empêcher de tels abus et de défendre ainsi notre **autonomie dans l'organisation du temps**, p. ex. en introduisant des périodes où le personnel n'est pas censé être en ligne.

Voilà pourquoi notre **participation aux décisions technologiques** s'avère essentielle. Bien des développements de la 4<sup>e</sup> révolution sont souhaitables, car ils offrent des opportunités d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité. D'autres développements par contre menacent des acquis élémentaires des travailleurs/euses. Nous devons donc trouver des mécanismes (entre partenaires sociaux ou sur le terrain politique) pour corriger de telles dérives.

Enfin, la robotisation et les autres formes de production sans intervention humaine sapent nos **assurances sociales**. Les robots et les ordinateurs ne paient pas de cotisations AVS. En réponse à cette évolution, **il faudra toujours plus assurer le financement des systèmes de sécurité sociale par la TVA et non par des prélèvements salariaux**.

**Politique industrielle moderne.** En demandant aujourd'hui aux collectivités publiques de mener une politique industrielle offensive et forte, nous ne pensons ni aux subventions, au maintien des structures existantes et aux entraves douanières, ni à la promotion économique au sens classique du terme (allègements fiscaux, compétition entre sites d'implantation, etc.) ou à la «protection du patrimoine». Ce sont là des conceptions primitives et réactionnaires de la politique industrielle. Nous les syndicalistes, ne voulons pas d'une politique protectionniste à relents nationalistes. Nous ne cherchons pas à faire concurrence aux collègues des autres pays. La politique industrielle dont nous voulons mise davantage sur les possibilités et chances de la place économique suisse. Elle repose sur nos connaissances et notre savoir-faire. Elle crée des emplois plus nombreux et de meilleure qualité. On ne peut laisser une poignée d'actionnaires et de fonds décider comment fonctionne le pays, et ce qui est investi et produit où et de quelle manière. Il faut des débats publics et des décisions collectives sur de telles questions.

Voilà pourquoi la place industrielle suisse a besoin d'instruments modernes, comme le syndicat Unia en a conçu depuis longtemps, à l'instar de son **Fonds pour une Suisse productive** (fonds pour la production). Nous les travailleurs/euses affiliés au syndicat, avons notre mot à dire sur l'avenir de notre travail.

La politique industrielle vise à porter à 20% au moins la part du PIB tirée de la production. C'est un seuil minimum pour une économie performante.

A cet effet, nous devons saisir les chances offertes par la reconversion écologique, par les biotechnologies et les sciences de la vie, les technologies de réseau et de transport, la numérisation, la robotique et les autres secteurs de l'industrie 4.0. En même temps, nous voulons bannir toute évolution ou forme économique ne contribuant pas au bien-être collectif (p. ex. «ubérisation»).

A cet effet, cinq conditions doivent être réunies:

- 1. Contrôle accru de la place financière.** Le Conseil fédéral et le Parlement doivent cesser de privilégier la place financière, mettre au pas les banques et la Banque nationale. La direction générale de la BNS n'est pas le Souverain dans ce pays.
- 2. Fonds pour la production, innovation, débat sur les investissements.** Le Conseil fédéral et le Parlement doivent soutenir la création d'un fonds tripartite de soutien à la production, suffisamment doté pour offrir une alternative au crédit bancaire. Ce Fonds sera lié à une agence Innosuisse fortement renforcée et s'engageant de manière offensive en faveur des PME (bons d'innovation attribués aux PME), ainsi qu'à une base de données ouverte de l'innovation. Les collectivités publiques investiront activement là où c'est utile à l'intérêt général.
- 3. Agenda de politique industrielle.** Le Conseil fédéral et le Parlement adopteront un agenda de politique industrielle comprenant au moins trois points: outre une vaste offensive de formation et de qualification (incluant le droit au perfectionnement à vie et des bons pour la formation), il s'agit d'élaborer une stratégie pour la technologie, assurant un accès ouvert à la technologie et garantissant son transfert actif, et enfin d'accélérer la reconversion écosociale.
- 4. Statut du travail.** Le Conseil fédéral et le Parlement amélioreront, subsidiairement au partenariat social, la protection contre le licenciement, les mesures d'accompagnement, ainsi que la protection des salaires et du travail. Le progrès économique doit aller de pair avec le progrès social. Il s'agit des premières exigences d'un nouveau statut du travail, donnant la priorité au travail sur le capital. Cela inclut en substance la limitation de la disponibilité temporelle des travailleurs/euses pour l'employeur (autonomie dans l'organisation du temps, séparation du travail et des loisirs).
- 5. Rôle central de l'industrie.** Le Conseil fédéral et le Parlement doivent replacer l'industrie au cœur de la société. La Suisse est une économie productive. Tout doit commencer par l'organisation de la grande conférence tripartite de l'industrie.

Nous sommes l'industrie!



**Nous sommes l'industrie!**  
**Wir sind Industrie!**  
**Noi siamo l'industria!**